L'ABEILLE.

PAR BULLITT, MANN & CO.
No. 61, Rue Chartres.

Journal quotidien.....$12
Do. vendu pour par semaine, $10 } payable d'avance

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 18 FEVRIER 1842.

POUR GOUVERNEUR:
HENRY JOHNSON.

ASSEMBLEE PUBLIQUE.

On nous prie d'annoncer qu'il y aura demain [samedi], à 7 heures du soir, à l'Arcade de Bank, une assemblée publique des personnes qui sont en faveur de l'abrogation ou, au moins, de la modification de la loi sur les banques.

M. ADAMS—DROIT DE PETITION.

La sévérité avec laquelle nous avons jugé la conduite de M. Adams pour avoir présenté la pétition de désunion et une foule de pétitions abolitionistes nous fait un devoir de reproduire sommairement quelques unes des raisons qu'il a alléguées pour sa justification. Ce n'est qu'un acte de rigoureuse justice.

M. Adams reposse de la manière la plus formelle et la plus solennelle toute sympathie avec les doctrines des pétitionnaires désunionistes. Il repousse également comme injuste l'accusation si souvent portée contre lui d'être abolitioniste. Tout ce qu'il a fait provient de l'opinion qu'il a de l'inviolabilité et de l'extension illimitées du droit de pétition. Suivant lui toute pétition, quel qu'en puisse être l'objet, doit pouvoir se produire devant les conseils de la nation, parce que c'est la meilleure garantie de la liberté individuelle. Il y aurait un danger réel à établir en précédent que certaines pétitions ne peuvent être présentées au Congrès; car le principe une fois posé on pourrait en étendre indéfiniment les conséquences jusqu'à étouffer le droit de pétition lui-même. Il y aurait donc un danger évident, immense, à admettre ce *principe*, tandis qu'il n'y en a aucun, absolument aucun à reconnaître le droit de pétition sans limites.

En effet, de ce qu'une pétition est présentée il ne s'en suit pas qu'on doive accueillir les vœux des pétitionnaires; or, puisqu'on peut toujours repousser les demandes qui paraîtraient dangereuses, quel danger pourrait-il y avoir à prendre connaissance des pétitions?

Ainsi M. Adams qui a présenté la pétition des désunionistes et celles des abolitionistes ne partage point les doctrines ni des uns ni des autres. Il les combattrait même de toutes ses forces si jamais leur adoption venait à être mise en discussion; car nul ne les repousse plus cordialement que lui.

On verra par les extraits que nous donnons de sa défense qu'il considère lui-même la dissolution de l'Union comme l'événement le plus désastreux qui put arriver pour l'intérêt des Etats composant la confédération américaine et pour la liberté du monde; et qu'il n'est nullement en faveur de l'abolition de l'esclavage dans le district de Colombie; encore moins dans les Etats du Sud.

"L'un des points de sa défense, dit le rapporteur du Washington *Independent*, c'est qu'il ne saurait être coupable d'aucune offense envers les lois à raison de la présentation de pétitions, puisqu'il avait déclaré en la présentant que *l'objet de la demande des pétitionnaires était la dernière chose qu'il sou-draît jamais voter*; et en preuve de cet attachement à l'Union Américaine, il avait soixante à soixante-dix ans de vie publique à offrir. S'il y a un membre de la chambre qui ait donné des preuves plus nombreuses, plus claires et plus conclusantes de son attachement à cette Union que lui, il ne le connait pas. En présentant cette pétition il affirme devant Dieu qu'il n'a fait que recevoir un devoir ou ce qu'il considère être un devoir sacré. A la dernière session du Congrès il a beaucoup entendu discourir sur la loi qui lui avait fait à la conscience du président des Etats-Unis, et il a été un de ceux qui lui ont tout accordé à sa conscience; maintenant il demandait que la chambre lui accordât à lui-même le bénéfice de sa conscience.

"Quant à la présentation des pétitions abolitionistes M. Adams dit que ce n'est pas une chose nouvelle pour la chambre ni pour la nation. Il est depuis dix ans représentant au Congrès pour une fraction de la république du Massachusetts et pendant la première semaine de son mandat, alors qu'il avait à peine pris place dans cette enceinte, il présenta quinze pétitions pour l'abolition de l'esclavage dans le district de Colombie tout en déclarant à la chambre, aux pétitionnaires, à ses constituans et au pays tout entier que ces pétitions ne seraient été envoyées pour être prises en considération par lui dans l'espoir qu'il en rapporterait *et triompait étrangement*. Et cette déclaration n'était pas sans danger pour sa ré-élection, puisqu'il y avait alors dans son district beaucoup d'abolitionnistes, plus peut-être qu'il n'y en a maintenant. Ces opinions, il les a manifestées depuis cette époque, dans toutes les occasions qu'en a présentées, et il les répétait encore. Il dit donc encore que, SI UN BILL ETAIT PRESENTE DANS CETTE CHAMBRE POUR ABOLIR L'ESCLAVAGE DANS LE DISTRICT DE COLOMBIE IL VOTERAIT CONTRE SON ADOPTION; mais il le voterait aussi et il pense encore qu'il est de son devoir de le présenter.

Nous ne partageons pas l'opinion de M. Adams sur l'obligation de présenter des pétitions dont le but est évidemment inconstitutionnel et qui ne peuvent avoir d'autre effet que de semer des divisions et des haines entre diverses fractions de l'Union. Cependant il faut convenir que l'opinion de M. Adams, déjà si imposante à cause de son profond savoir et de sa longue expérience, est partagée par beaucoup d'hommes de talent et de cœur appartenant à tous les partis. Aussi croyons nous que la résolution de censure sera repoussée.

INCENDIE.—Hier soir, vers minuit, le feu s'est déclaré à l'encoignure d'une grande rangée de maisons en briques et à deux étages, rue de la Levée près de la presse à coton. On n'a pu arrêter les progrès dévorantes flammes qu'après la destruction de deux de ces maisons; dans l'une d'elles se trouvait un café et il n'est pas encore assuré.

Nous sommes parvenus d'avoir à mentionner qu'un des pompiers No. 1 a été victime de son intrépidité. Il est tombé du toit au 1er. étage et s'est tué!

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.
CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

Séance de Jeudi 17 février 1842.

M. Carter, au nom du comité, présente un bill relatif aux séquestres et aux saisies provisoires, lequel est renvoyé au comité judiciaire.

M. Voorhies, au nom du comité des enrôlements, annonce comme *adoptés*, amendés les résolutions et bills suivants: "Un acte pour amender et expliquer la 1ère section de l'acte relatif à l'incorporation de la ville de la Nouvelle-Orléans."—Un acte sour venir au secours de la 1ère municipalité de la Nouvelle-Orléans;" "Un acte pour amender les articles 101 et 102 du Code Civil;" "Un acte pour amender l'article 273 du Code de Procédure;" Un acte relatif aux annonces judiciaires;" "Un acte pour incorporer la Société de Bienveillance dite *Shamrock* de la Nouvelle-Orléans;" "Un acte qui autorise Robert Beendick à établir un bac à la Pointe-Coupée;" "Un acte pour émanciper Thomas T. Brashear;" des résolutions relatives aux obstructions de la Rivière Rouge.

M. Morse au nom d'un comité réuni auquel le sujet avait été renvoyé, présente un rapport écrit concernant des travaux géologiques, lequel est accompagné de résolutions qui accordent une compensation aux personnes qui ont rempli ces travaux. Ces résolutions après de longs débats, sont adoptées par la Chambre. Le rapport lui-même est adopté par 25 oui contre 12 non.

M. Wadsworth, ainsi qu'il en avait précédemment donné avis, présente un bill dont l'objet est de garantir le droit de suffrage aux votans de cette partie de la paroisse d'Orléans, sise sur la rive droite du fleuve. Le bill est lu deux fois et est fixé comme devant être l'ordre du jour, lundi prochain.

M. Bedford introduit un bill à l'effet d'accorder certaine compensation aux pêcheurs de farine, ainsi qu'une pétition qui est renvoyée au comité sur les réclamations.

Sur motion de M. Morse, la Chambre s'occupe d'un bill (provenant du Sénat) dont l'objet est de s'enquérir des noms et du nombre des actionnaires des Banques en certains cas, lequel subit une 1ère lecture.

Sur motion de M. Sweazy, la Chambre s'occupe des résolutions dont l'objet est de flétrir le système de répudiation, lesquelles avaient été rejetées par le Sénat.

M. Hunt prononce à ce sujet de belles et éloquentes paroles. Nous renvoyons pour son discours à notre partie anglaise.

Il s'élève de longs débats sur une question de forme. La Chambre peut-elle reprendre en considération et adopter de nouveau des résolutions que le Sénat a rejetées? MM. Conrad, Thomas, Canon, Duglué, Hunt, Bayliss et Morse prennent part à la discussion.

Pas après la Chambre s'ajourne.

INTERIEUR.

[Correspondance particulière de l'Abeille.]

WASHINGTON, 7 février 1842.

SENAT.—Le Sénat a prie en considération la résolution de M. Clay, dont l'objet est de distribuer à ceux des Etats qui ne refuseront pas de recevoir leur portion des revenus de la vente des terres publiques, les autres parsiens que ne veulent pas accepter certains Etats.

M. Ring a demandé le dépôt sur le bureau de la résolution de M. Clay.

M. Clay s'y est opposé.

M. Ring a tâché de montrer le contraste qui existe entre les arguments employés par M. Clay, lors de la présentation du bill de distribution, et ceux dont il expose à cette heure sa résolution.

M. Clay a retorqué en soutenant que si quelques Etats refusaient la portion qu'il leur revenait de la vente des terres publiques, on ne pouvait les contraindre à l'accepter.

M. Calhoun a soutenu que la Caroline du Sud et l'Alabama étaient en droit d'abandonner leur quote-part de revenus au trésor pour l'usage du gouvernement fédéral.

M. Smith, de l'Indiana, ne derivait pas qu'on discutât à d'autres Etats les portions refusées par quelques-uns.

M. Woodbury a déclaré que les fonds que refusent d'accepter certains Etats pourraient être d'un grand secours au gouvernement général.

M. Allen s'est opposé *in toto* à la résolution de M. Clay.

M. Archer a mis péremptoirement que le Congrès n'a le droit de disposer des fonds que refusent certains Etats, et qu'il appartenait à ces Etats d'en disposer à leur gré.

M. Wright a déclaré partager l'opinion de M. Archer.

M. Clay a répondu longuement et a combattu en détail les arguments avancés par MM. Calhoun, Allen, Archer, Wright et Woodbury.

M. Wright a répliqué longuement, et de vendre en quelque sorte de nouveau sa personne, par une anecdote qui a excité l'hilarité générale.

Après quatre heures d'une longue discussion, le Sénat s'est ajourné.

Chambre des Représentans.—M. Fillmore, du comité sur les voies et moyens, a présenté un bill intitulé "Un bill pour affecter certains fonds aux fortifications du pays." Lu deux fois et renvoyé à un comité.

La Chambre s'est ensuite occupée de la motion qui a pour objet de renvoyer l'affaire de M. Adams à un comité particulier.

M. Adams, dans le cours de sa défense, a proposé que toute l'affaire fût déposée sur le bureau, non qu'il en craignit les suites, mais afin de permettre à la Chambre de s'occuper d'affaires plus importantes.

M. Botts a appuyé cette motion; laquelle a été adoptée par 106 voix contre 92.

Peu après la Chambre s'est ajournée.

FLORIDES.—Extrait de la correspondance floridienne du *Savannah Republican*:

St-Augustin, 4 février.

Le colonel Worth, immédiatement après la fuite de *Tiger-Tail*, a dépêché une compagnie de dragons, ainsi qu'un certain nombre de Tallahassees, sous le commandement d'un de *leurs chefs*, avec ordre de poursuivre quelque Creek et de les ramener à Tampa, ce qui fut immédiatement exécuté. 17 guerriers ont été repris et conduits à Tampa, où ils seront bientôt embarqués pour l'Ouest.

Législature du Tennessee.—Nous lisons dans le Nashville Whig du 5 courant:

Le bill de répartition sera probablement rejeté à cause d'un conflit d'opinions qui existe entre les deux Chambres de notre législature.

Le Sénat a adopté des résolutions à l'effet d'enjoindre aux banques de reprendre leurs paiemens en espèces, vers le 1er. janvier 1843, après avoir rejeté des résolutions de même nature passées à la Chambre.

Le bill autorisant l'imposition d'un droit de dix *cents* par livre de soie brute est devenu loi.

Une résolution dont l'objet est de condamner la monstrueuse doctrine de répudiation, a été adoptée à une grande majorité par les deux Chambres.

—La législature du Rhode-Island a adopté récemment des résolutions à l'effet d'enjoindre au gouverneur King de lancer une proclamation pour flétrir le nouveau système du parti dit de la Réforme.

—Les Seguins ont obtenu à Mobile un succès d'enthousiasme: le théâtre où ils chantent n'a pas cessé d'être comble jusqu'ici.

Petite vérole.—Cette horrible maladie règne en ce moment dans une grande partie des villes de l'Union.

Toutes les feuilles du Nord font mention de l'extrême bénignité de la saison. Les traîneaux en glace de New-York n'en pourront pas exporter la quantité ordinaire, et celle qu'ils ont jusqu'ici dans leurs glacières est d'une qualité très inférieure.

—Le *Natchitoches Herald* estime le coton qui sera envoyé cette année sur le marché de la Nouvelle-Orléans, par les Chactas qui habitent les rives de la Rivière-Rouge, à 1000 balles.

Il est vraisemblable, dit le *Boston Poll*, que les trois quarts de la population anglaise crient famine, et que l'autre quart crie "bozannah" à l'occasion de la naissance d'un enfant.

—La nomination par le président de M. A. Sydney Robertson, comme marshall du district oriental de la Louisiane, a été confirmée par le Sénat.

—On écrit de New-York:

"Quand on vous parle de la disette d'argent à New York, de la langueur du commerce, et de toutes ces sortes de choses, transportez-vous mentalement à Broadway, cette rue toujours si remplie d'équipages, particulièrement dans cette saison, de modes et de chiffons suffisante pour vêtir une demi douzaine de personnes; assistez en esprit à tous ces somptueux banquets, dont un seul suffirait à défrayer la dépense des dîners de famille pendant six mois au moins, où coulent avec tant de profusion des vins dont le prix pourrait acheter mille actions de la banque de l'Indiana, ou cinquante arpens de terre, et dites ensuite si ces gens qui s'exclament toujours sur la détresse publique, ont raison de faire tant de bruit."

CHARLES DICKENS.—"Boz" était attendu le 11 ou le 12 de ce mois à New-York, où on lui prépare une série de fêtes, consistant en bals, repas, et soirées, qui surpasseront en éclat celles données au prince de Joinville.

—On écrit de Washington que M. Ingraham, l'écrivain, a été nommé par le président, à une mission spéciale dans l'Amérique du Sud.

La dette nationale de la Virginie est de $6,643,238.

Le comité de circulation de la Législature du Maryland, a recommandé qu'on fixât le 1er.lundi de novembre, comme le jour où toutes les banques de cet Etat seraient tenues de reprendre leurs payemens en espèces.

—McKenzie, le patriote canadien, s'est établi dans la petite ville de Rochester, où il se propose de pratiquer le droit.

EXTERIEUR.

PEROU.—Des nouvelles de Lima, jusqu'au 16 décembre, ont été reçues par la voie de Valencia, république de Columbia.

Lima était sur le point d'être le théâtre d'une nouvelle révolution. Il paraît que Damaris, qui se trouvait dans une position assez fâcheuse dans le Sud du Perou, écrivit à Loprera de lui envoyer les troupes qui étaient en garnison dans la ville, mais que Lafuente et Menezalen refusèrent net d'obtempérer à cet ordre, de peur qu'une révolution n'éclatât si les troupes abandonnaient la ville.

Trois ou quatre tentatives de meurtre avaient été faites sur la personne de Sir James Wilson, envoyé de S. M. B. On croyait, généralement que les assasins étaient payés par le général Lafuente, pour la perpétration de cet horrible crime.

Nous lisons dans un extrait du *Correo Semanal* de Guayaquil, que Gamarra a confirmé la sentence d'un tribunal militaire, qui condamne à mort vingt-un officiers.

MONTEVIDEO.—Il a été reçu à New-York, par le navire *Cumberland*, des journaux de Montevideo jusqu'au 12 décembre, c'est-à-dire de neuf jours plus récente que ceux reçus par l'avant-dernier arrivage:

Il s'était livré à la sortie du port de Montevideo une grande bataille navale. Le 11 décembre, il y avait eu un engagement entre l'escadre de Buenos-Ayres et celle de Montevideo, composée chacune de six batimens de guerre. On n'avait pas encore appris le résultat du combat, lors du départ du Cumberland, mais on supposait que la flotte montévidéenne avait eu le dessous.

Le port de Montevideo était bien garni de navires le 12, mais ils ne trouvaient de chargemens qu'avec peine: le marché était languissant.

PONCE.—On écrit de Ponce (Porto-Rico) au *Courrier des E.-Unis*, en date du 15 janvier:

Ces jours passés, une conspiration de nègres a été découverte ici. Un grand nombre de ces malfaiteurs ont été arrêtés et quelques uns ont été condamnés à mort. Ils avaient pour but d'incendier la ville et d'égorger les blancs.

VARIETES.

UN DEPART

Ou les commissions de Province.

Un salon modeste de province où règne le plus grand désordre.—Les chaises, la table, les fauteuils sont encombrés de hardes et de linge.—Mme Perdreau et Catiche, sa domestique, achèvent la malle de M. Perdreau.—M. Perdreau se promène de long en large et surveille ce travail important.

SCENE 1RE.

M. Perdreau, à sa femme.—Et mes bas! As-tu songé à mes bas?

Mme Perdreau.—Vous les trouverez au fond, entre un bonnet de nuit et vos gilets de flanelle.

M. Perdreau.—Combien de paires m'as-tu mis?

Mme Perdreau.—Quatre paires en laine et six en coton; dix paires en tout.

M. Perdreau.—Ce n'est guère.

Mme Perdreau.—C'est tout ce qu'il vous faut. Vous ne comptez pas, j'imagine, vous éterniser à Paris. Rappelez-vous votre promesse de me revenir dans trois semaines.

M. Perdreau.—Je te l'ai promis; je te l'ai promis. Certainement que je t'ai promis.... Mais il faut tout prévoir, Alphonsine; ce procès n'a qu'à se prolonger et je ne peux pourtant pas....

Mme Perdreau.—C'est cela! déjà des prétextes.... Tenez, vous devriez rougir.... Vous feriez bien mieux d'avouer tout de suite que ce voyage vous enchante et que l'idée d'abandonner votre femme, loin d'être pénible à votre cœur....

M. Perdreau.—Ah! Alphonsine! si l'on peut dire....

Mme Perdreau.—C'est vrai, ça; monsieur part aujourd'hui, dans une heure; il n'a plus que peu d'instans à passer auprès de son épouse, et ses yeux sont secs, et aucune émotion ne se manifeste sur son visage. Ah! Osmin, vous me rendez bien malheureuse.

M. Perdreau.—Que diable, ma bonne, tu n'es pas raisonable. Tu sais bien que mon voyage n'est pas un voyage d'agrément.

Mme Perdreau.—Je l'espère bien!

M. Perdreau.—Tu n'ignores pas que si la chose eût été possible, je l'aurais emmenée avec moi. Mais, en conscience, qu'aurais-tu fait seule, dans un hôtel garni, à Paris, où nous ne connaissons personne, durant assez courtes obligées chez les juges, chez les avocats et chez les avocats?

Mme Perdreau.—Aussi n'est-ce pas de cela qu'il s'agit. J'ai dit et je répète que trois semaines suffisent à cette affaire. Que vous allies à Paris puisqu'un procès veux y obliger j'y consens; mais ce que je regarderais comme une mauvaise action, ce serait une prolongation de séjour pendant laquelle vous vous amuseriez là-bas tandis que je pleurerais ici.

Catiche—Monsieur emportera-t-il sa ligne?

Mme. Perdreau.—Et pourquoi faire, imbécile?

Catiche—Dam! est-ce que je sais, moi?

Mme Perdreau—Quand on ne sait pas, on se tait

Catiche—Puisque c'est le plaisir de monsieur, à Châtellerault, de sortir avec sa ligne, ça pourrait tout de même l'amuser à Paris.

M. Perdreau.—Non, Catiche, non, ne la mets pas c'est inutile.

Mme Perdreau—Si fait, Catiche, mettez-la; au fait j'aime mieux qu'il s'amuse là-bas, je cette manière que de le voir chercher des distractions moins innocentes.

M. Perdreau—Ma parole, Alphonsine, tu es d'une injustice révoltante.

Mme Perdreau—C'est bon, c'est bon. Je verrai bien ça au bonheur de lettres que vous m'écrirez. N'oubliez pas que vous m'en devez une par jour, et une longue, entendez-vous?

Catiche—Madame, la malle est finie....

Mme Perdreau—Vous n'avez rien oublié?

Catiche—Non, madame.

Mme Perdreau—Alors fermez-la, Sosies-le et allez voir sur la place si la voiture arrive—Veillez surtout à ce que personne ne vienne troubler notre dernier tête à tête.

(Catiche exécute les ordres de sa maîtresse et, sort.

—M. Perdreau est seul près de la cheminée, s'essuie à sécher dans son portefeuille une vingtaine de lettres de toutes les formes et de toutes les grandeurs, lettres Perdreau s'approche doucement de lui.)

SCENE II.

M. Perdreau—C'est comme un fait exprès! On dirait que toute la ville de Châtellerault s'est donné le mot pour écrire à Paris. J'en aurais pour un mois si je devais remettre toutes ces lettres à leurs adresses, et j'en ai fait un fier procès à la poste si l'on ne doutait de tout ce que j'emporte. Tiens, Lambert qui écrit à notre député! Qu'est-ce qu'il peut réclamer encore, celui-là? Quelque bureau de tabac, ou la croix d'honneur, je parie. Oh! les hommes! les hommes! tous intrigans comme des femmes!

Mme Perdreau, tirant son mouchoir—Osmin, c'est pourtant la première fois que nous nous séparons depuis vingt-sept ans d'une union, j'ose le dire, sans nuages! Ah! cette pensée me serre le cœur.... J'ai comme un poids de cinquante livres sur la poitrine!

M. Perdreau—Et moi donc, crois-tu que le parte sans regrets. Car enfin, qui est-ce qui me fera mon café le matin?

Mme Perdreau—Je n'aurai plus là, tout près de moi, une âme pour comprendre la mienne!

M. Perdreau—Eh bien! pensez-tu que je ne sois pas à plaindre, moi qui n'aurai personne pour faire ma partie de piquet!

Mme Perdreau, s'attendrissant—Qui partagera mes angoisses?

M. Perdreau—Qui me lira mon journal?

Mme Perdreau avec entrainement—Osmin, je t'en prie, ne va pas aux Italiens.

M. Perdreau—Quoi! pas même à Saint-Germain! On dit qu'on y arrive en trente huit minutes....

Mme. Perdreau.—Raison de plus. Si on y allait en deux heures et demie, comme autrefois, je serais la première à te dire: Fais cette promenade. Mais trente-huit minutes! il est impossible qu'il n'arrive pas de malheurs!.... Osmin! si ton Alphonsine t'est réellement chère, ne t'aventure jamais qu'en omnibus....

SCENE III.

Catiche.—Madame, il y a M. Corbin qui demande à faire ses adieux à monsieur. Il dit comme ça qu'il n'en a pas pour plus de cinq minutes.

Mme. Perdreau.—Dites que mon mari n'est pas visible.... qu'il est occupé—qu'il est sorti....

M. Perdreau.—Y penses-tu, ma bonne! renvoyer M. Corbin...., un membre du conseil municipal; un homme qui est en faveur de contributions et chez lequel j'ai dîné il n'y a pas encore deux ans! A Catiche: Faites entrer.

SCENE IV.

M. Corbin.—Monsieur Perdreau, je vous salue; madame Perdreau je vais le voire. Eh bien! mon cher voisin, vous allez donc faire un tour dans la capitale! Je n'étais pas chez moi lorsque vous êtes venu m'annoncer votre départ, sans cela je vous aurais déjà complimenté sur votre voyage! vous avez bien raison, tout homme qui se respecte doit avoir fait le voyage de la capitale, et qui n'a pas vu la capitale est indigne de vivre.

Mme. Perdreau.—Vous y êtes donc allé, vous aussi, monsieur Corbin, à Paris?

M. Corbin.—Comme vous dites, madame. C'était en 1802 et j'y suis resté six jours.

M. Perdreau.—Et depuis, vous n'y êtes pas retourné!

M. Corbin.—Non pas que je sache.

M. Perdreau.—Alors? c'est absolument comme si vous n'y aviez jamais mis les pieds.

M. Corbin.—Erreur! mon cher, erreur! Je connais ma capitale comme le fond de ma poche; j'en remontrerais au premier cocher de fiasre venu.

Mme. Perdreau.—Alors, c'est que vous y êtes retourné; sans cela, il serait impossible....

M. Corbin.—Impossible! Et pourquoi? L'homme intelligent tout en six jours ce que les niais ne voient pas en six ans.

M. Perdreau.—Et vous n'avez rien oublié?

M. Corbin.—Pas le moindre détail. Voilà comment nous sommes dans la famille. Nous avons la bosse de la mémoire locale développée à un degré fabuleux.... Ce point que mon père se rappelait fort bien certaines localités qu'il n'avait jamais vues. C'est dans le sang.

Mme. Perdreau.—Il paraît que monsieur votre fils ne tient pas de nous, monsieur Corbin?

M. Corbin.—Comment cela, ma chère voisine?

Mme. Perdreau.—Il me semble que vous me rappelle plus qu'il existe un Châtellerault en France. Voilà, si j'ai bonne mémoire, quatre ans qu'il n'est revenu par ses pas.

M. Corbin.—Il y en a six, madame Perdreau. Dès l'âge le plus tendre, mon Eugène manifesta le désir d'aller étudier le droit dans la capitale. Je n'aurais pas l'envoyer tout aussi bien à Poitiers; mais vous direz: C'est plus rapproché et moins cher. Mais on sait que j'ai les moyens de payer une pension plus ou moins forte. Je l'envoyai donc dans la capitale, où, ne puis-je le dire avec orgueil, le jeune homme n'a pas cessé de se livrer à un travail soutenu. Il a quitté la Nouvelle-Orléans, le 9 février 1842.

Signé J. DUFOUR.
Major-président
Signé G. A. MONTMAIN.
Recorder.

Pour copie conforme.
Signé G. A. MONTMAIN.
Quartier-maître de la Légion-Recorder
Approuvé le 10 février 1842.
SAMUEL B. RELF.
Brig. Gen. commandant la Légion de la Louisiane.

CANDIDATS POUR LA PLACE DE MAIRE.

A Messieurs les Editeurs de l'Abeille.

Messieurs,

Ayez la bonté de publier dans votre journal qu'à la demande d'un grand nombre de ses amis, M. WILLIAM FRERET a consenti à être de nouveau candidat à la place de Maire de la ville de la Nouvelle-Orléans, à la prochaine élection. 19 janv

☞ Nous sommes autorisés, par ses nombreux amis, à annoncer que M. DENIS PRIEUR est candidat pour la place de Maire de la Nouvelle-Orléans, à l'élection prochaine, et qu'il sera soutenu dans les trois Municipalités.

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

ENTREES.

Navire Sir Chas. Napier, Hill, Liverpool
HC Cammack & co
Jas. H. Shepherd, Redman, Boston. Harrod & Darling
Barque Agnes Gilmour, Meickle, Liverpool, W Mure
Empress, Pitman, Bristol, J B Bailey
Brick Apalachicola, Cormier, Tampico,
Capdevielle & Cucullu
Goel. Litchfield, Smith, Campêche, S Fernandez

ARRIVES.

Bateau de remorque Mississippi, Williams, des Passes—avec les bricks Oceana et Gazelle.
Bateau de remorque Claiborne, Whon, des Passes—avec le Goel. Magnet.
Bateau de remorque Panther, Beebe des Passes—avec le nav. Rockingham et les bricks Orleanet et Theseus.
Navire Rockingham, Frohaliver, Portsmouth.
Brick Orleans, Smith, de Norfolk.
Brick Gazelle, Danberg, de Rio Janeiro.
Brick Oceana, Creighton, de Boston.
Brick Theseus, Chapin, de Kingston, Jam.
Goel. Magnet, Taylor, de San Luis.
Goel. Oratur, Davis, Galveston.
Steamer Ambassador, Brenham, Vicksburg.
" Leda, Clark, Bayou Sarah.
" De Soto, Dalman, Alexandria.
" James Woods, Lee, Nashville.
" Pat. Henry, Dorsey, St. Martinville.
" Sam Flower, Doughty, Bayou Teuxas.
" Clipper, Burr, Bayou Sara.
" Path Fender, McQuown, de Wm. Landing.
" Gen. Harrison, Batchelder, Lafourche.

MEMORANDA.

New-York, 5 fév—Expédiés navire Harriet-Rockwell, Braid, N. Orléans; barque Mazappa, Smith, de. Arrivés, nav. Auburn, N. Orléans. Expedié, navire Alabama, Bunker.

Philadel. 7 fev—Expédié, navire Wales, Watts, Nile. Orleans.

Boston, 4 fev—Arrivés, navire Bigs, Williams, Nile. Orleans; barque Amos-Pratt.

Expédiés à Charleston, le 9 fev pour ce port, brick Arabian, Foster.

A New-York pour ce port, navires paquebot Ocmulgee, Lent, partant le 16 février; barque Wando, Nicholls, sans délai.

A Philadelphie le 7 février pour ce port, navire Chester, Verdier.

A Hetvert pour ce port, le 20 décembre, navire Ocean, A Bordeaux le 28 décembre pour ce port, barque Helen Mar.

Aux Cayes le 30 janv, goelette Redwing, Lufkin, partant dans 20 jours pour ce port.

DERNIERES DATES.

New York	fév 6	Londres	jan 3
Boston	fév 5	Liverpool	jan 4
Philadelphie	fév 7	Paris	jan 1
Washington	fév 8	Havre	jan 1
Baltimore	fév 7	Bordeaux	déc 25
Charleston	fév 10	Madrid	jan 10
Vera-Cruz	jan 16	Cadix	jan 7
Tampico	jan 25	Havane	fév 10
Mexico	jan 18	Hounore	fév 3

Nouvelle Orléans, le 16 février 1842.
Monsieur l'Editeur de l'*Abeille*,
Monsieur,

Il y a environ un mois qu'une communication signée *plusieurs membres de la compagnie des Carabiniers d'Orléans*, a été publiée dans votre estimable journal, nous osons espérer que votre justice donnera place dans votre journal au jugement suivant.

Nous avons l'honneur de vous saluer.

LES AMIS DE LA JUSTICE.

LEGION DE LA LOUISIANE.

JUGEMENT rendu par les membres composant la cour d'enquête sur les demandes de licenciement de F. A. Garcia, de la compagnie des Carabiniers d'Orléans, par le brigadier général S. B. Reli, commandant la Légion de la Louisiane.

Après l'audition des témoins dument assermentés et la défense des avocats ou lieutenant F. A. Garcia, dans cette affaire, la cour statuant sur la demande de licenciement, a déclaré à l'unanimité qu'il ne lui avait été produit que des témoignages favorables au lieut. F. A. Garcia, tant sur sa conduite privée que militaire, depuis son entrée, en 1816 que sur celle qu'il a constamment déployée comme fondateur, sous-officier et officier de la compagnie des Carabiniers d'Orléans. En conséquence, la cour a unanimé que cet officier n'avait point laissé à l'honneur et que sa conduite au contraire était digne d'éloges. La Cour lui renvoi son épée.

Nouvelle-Orléans, 9 février 1842.

Signé J. DUFOUR.
Major-président
Signé G. A. MONTMAIN.
Recorder.

Pour copie conforme.
Signé G. A. MONTMAIN.
Quartier-maître de la Légion-Recorder
Approuvé le 10 février 1842.
SAMUEL B. RELF.
Brig. Gen. commandant la Légion de la Louisiane.

VENTES DE SHERIF.

La Compagnie d'Architecture de la ville de la Nouvelle Orléans vs J. B. Arneux.

COUR du Parroissien de 1ère Instance.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'hon. Cour de Paroisse, dans et pour la paroisse et ville de la Nouvelle Orléans: et en date du 5 février 1842 et à moi remis le 7 dudit mois, en faveur de la Compagnie d'Architecture et Royale dans cette ville, lundi le 21 mars 1842, à midi, la propriété ci après décrite, saisie dans l'affaire ci-dessus, pour vendre:

Un lot de terre désigné par le No 2 de l'Plat No 7, au faubourg Washington, d'après un plan dressé par J. Pilié, voyer, en date du 8 février 1832 et déposé en l'Etude de Armas, notaire public, maintenant décédé, d'après un acte passé le 11 mars 1830. Lequel lot No 2 contient au No de 1 de l'Est No 1 pouces, mesure anglaise, 60 pieds 6 pouces face à la rue des Grands Hommes, sur 100 perde de profondeur entre lignes parallèles, et l'Est No 1 est limité et bornée comme entre les rues des Grands hommes, Crepe, Port et St. Ferdinand.

Conditions—comptant. V. ALLAIN,
Shérif de la Paroisse d'Orléans.

16 fév—1 f pa

No 2,356—John McDonnell vs ses créanciers et les créanciers de Gloyd et McDonnell, et ceux de McDonnell et Waterman.

ETAT de la Louisiane—Cour de Commerce de la Nouvelle Orléans—Jeudi 17 février 1842—Présent l'honorable Charles Watts, juge—Sur motion de Levi Pierce, conseil de R. Brenan, syndic des créanciers de l'insolvable, et sur l'enregistrement du tableau de distribution, il est ordonné que les créanciers de la faillite de Gloyd et McDonnell, ainsi que ceux de McDonnell et Waterman, aient à déduire, sous dix jours à dater de la présente ordonnance, leurs prétentions par lesquelles la balance de distribution ne serait pas homologué et les fonds distribués selon et teneur.

Extrait des minutes.
JOHN E. HOLLAND,
Député Greffier.

16 fév—2 en 10 j.

☞ Nous sommes invités à appeler l'attention du public, sur une vente de vins décrite ci-dessous, qui aura lieu d'hui à onze heures, à la Bourse d'encan, rue du Camp par J. A. BEARD & CO.

☞ Cette vente sera non positive.

☞ Le sac aux lettres du navire CASPIAN, capitaine Patten, pour le Havre, sera enlevé du bureau du consignataire, ce soir à 6 heures. LEVI H. GALE.

☞ Le navire LONDON, capitaine Baker, du Havre, est maintenant en déchargement vis à vis la pompe à coton. Les consignataires sont invités à venir recevoir leurs marchandises dans cinq jours, faute de quoi, elles seront envoyées aux magasins de la Douane.

17 fév L. H. GALE, 98, Commerce.

☞ Le navire Rabicou, capitaine Thompson, de Havre, est maintenant en déchargement vis à vis la pompe à légumes. Les consignataires sont invités à venir recevoir leurs marchandises dans les cinq jours, faute de quoi elles seront envoyées dans les magasins de la Douane.

17 fév S & J P WHITNEY, 73, Camp

☞ Le navire ST. LOUIS, capitaine O'King, de Boston, commence son déchargement aujourd'hui, vis à vis le marché aux légumes. Les consignataires sont invités à venir recevoir leurs marchandises.

17 fév BARROD & DARLING, 47, Commerce

SAINDOUX—30 barillets très supérieur, à vendre en lot ou en détail. J. H. ARMBRIDGE, 97, Camp.

16 fév

PLOMB—230 saumons à vendre sur le levée, par J. H. ARMBRIDGE, 97, Camp.

16 fév

SAINDOUX—1500 barillets à vendre.
18 fév CH. C. BACKETT, 36, Poydras.

LARD—20 boucauts première qualité de Cincinnati, à vendre par CH. C. BACKETT.
16 fév 36, Poydras.

BEURRE—62 barillets et frequins de Orient, à vendre par CH. C. BACKETT.
16 fév 36, Poydras.

TOILE—40 balles toile écrue 4/4, à vendre par N. D. CHAMBERLIN.
18 fév 76, Magasins.

SAVON, Huile et Blanc de Baleine, en magasin et à vendre par HAWTHORN & WOODS.
18 fév 20, Douane.

MORUE et Maquereaux, en caisses, tambour et barils à vendre par TUFTS & HOBART.
18 fév

BEURRE—15 barillets de Goshen, en débarquement du navire Arkansas, à vendre par
19 fév TUFTS & HOBART, 30 Douane.

FARINE de Barnain—40 barillets en débarquement du navire Louisa, à vendre par
16 fév TUFTS & HOBART, 30, Douane.

CRANBERRIES en barils à 1/2 et 1/4 barils, en magasin et à vendre par HAWTHORN & WOODS.
19 fév 20, Douane.

FARINE pour famille—50 1/2 barils, à vendre par
18 f CH. BYRNE, 140, Tchoupitoulas

TRAITES en blanc, en français et en anglais, relisées en L'registres, dernièrement reçues et à vendre par NORMAN STELL & Co, 14, Camp.

TOILE et corde d'emballage—Toile 1/2 pièce à vendre par RICE & HATHAWAY.
19 fév 71, Magasins

SAVON de Boston—121 caisses en débarquement du navire St. Louis, à vendre par RICE & HATHAWAY.
19 fév 71, Magasins

CAFE et sucre de la Havane à vendre par RICE & HATHAWAY.
19 fév 71, Magasins

HUILE et blanc de baleine, constamment en mains, à vendre par RICE & HATHAWAY.
19 fév 71, Magasins

TOILE à voile impériale et épaisse, à vendre par RICE & HATHAWAY.
19 fév 71 Magasins

JAMBONS en veloppes—90 barriques en bon ordre à vendre par HAWTHORN & WOODS.
19 fév 63, Gravier

SAVON—100 caisses et demi de 4 vendre par HAWTHORN & WOODS.
18 fév

VERNIS copal—1 barils convenables pour fabriquer de vernis, à vendre par HAWTHORN & WOODS.
19 fév 63, Gravier

TUCK cordé et ficelle—1500 pièces et roulement de N. 1 et du M.—à vendre